

espoir d'assistance financière à la construction du barrage d'Aswan. Le ministre lui-même a déclaré qu'il y avait en Égypte de graves pressions émanant de la population et qui ne pouvaient qu'embarrasser M. Nasser. Ces pressions créent des problèmes économiques qui doivent être affrontés. Tout en reconnaissant que la situation actuelle est avant tout d'ordre politique, nous ne devrions cependant pas oublier les problèmes économiques de second plan qu'il faut résoudre si l'on veut maintenir la sécurité et la paix dans le Moyen-Orient.

On a également avancé l'idée que les Nations Unies devraient élaborer un programme économique général intéressant toute la région sur l'utilisation de cours d'eau comme le Jourdain, afin que l'on puisse fertiliser les secteurs désertiques de cette région. Il y en a encore une autre. Bien qu'on ait mis de toute évidence au rancart la menace pour le moment, nous ne sommes pas disposés, dans notre parti, à nous soumettre à l'imposition de sanctions contre Israël. Maintenant, en dépit de la furie des tout derniers mois, il ressort manifestement qu'aucun problème n'a été résolu dans le Moyen-Orient. Nous ne sommes pas encore revenus au statu quo, il est vrai. Des changements sont intervenus, mais nous sommes presque revenus à ce statu quo et je crains que si nous y revenons complètement nous nous retrouverons, sans aucun doute, en présence de nouvelles hostilités ouvertes.

Pour l'instant, si fort que la chose nous déplaît, il est évident que M. Nasser tient le bon bout. Je le répète, que cela nous plaise ou non, c'est un des aspects de la situation. Selon ses raisons particulières du moment, selon ses caprices, M. Nasser est ou bien la victime ou bien le triomphateur. Je suppose qu'il est les deux pour les Arabes. Assez rares sont les Arabes qui, au Moyen-Orient, saisissent toute l'ampleur de la défaite militaire de Nasser. Une censure très rigoureuse a empêché qu'ils en soient informés. Aussi, la défaite cinglante qu'Israël lui a infligée dans la zone de Gaza et dans le désert du Sinaï n'est pas bien connue. D'autre part, on le salue comme le triomphateur de l'impérialisme occidental. Il nous faut bien reconnaître que les populations arabes détestent encore plus ce qu'on appelle l'impérialisme occidental qu'elles ne craignent l'agression soviétique ou l'impérialisme des Soviets. Les Arabes ne voient pas comme nous la menace soviétique.

Nous les cécéistes n'avons aucune illusion au sujet de la politique russe. Nous croyons que cette ère de coexistence que nous vivons a donné aux Soviets l'occasion de politiques encore plus agressives à maints égards. Nous ne nous leurrerons pas à ce sujet. D'autre part,

nous sommes convaincus que l'intransigeance et l'ambition de Nasser menacent davantage la paix du monde que les Soviets. M. Nasser a joué ses atouts avec une très grande habileté. Il a tiré parti de l'inquiétude que la Russie faisait régner au sein du monde occidental par ses menaces et ses promesses d'aide,—appelez-la, à votre guise, économique ou militaire. Va sans dire qu'il peut compter dans sa campagne sur de puissants alliés, en particulier sur les grandes et richissimes compagnies pétrolières du Moyen-Orient qui n'auraient aucun motif de s'opposer à l'obligation d'Israël. C'est ainsi que se répand à l'étranger la conviction que l'Ouest, en manifestant quelque préférence pour Israël, poussera automatiquement les Arabes dans les bras de la Russie. Nous ne demandons pas qu'Israël soit favorisé. Je ne connais personne qui le demande. Je suis certes convaincu que l'élément juif dans notre pays ne le demande pas. Tout ce que nous demandons, c'est qu'on se montre juste à l'égard de ce pays, rien de moins, rien de plus.

Qu'on me permette de citer ici un passage d'un article de M. Paul-Henri Spaak, qui a paru dans *Foreign Affairs*, de janvier dernier, à la page 185. Le ministre des Affaires étrangères de Belgique disait:

Dans l'organisation actuelle de l'ONU, qui n'est pas telle que ses fondateurs ont souhaité qu'elle fût, tout est permis sauf la guerre. Les traités peuvent être enfreints, les promesses rompues, une nation peut être autorisée à menacer son voisin ou à lui faire toute sorte de mauvais coups, pourvu qu'il n'y ait pas de guerre véritable. L'attitude de l'Égypte depuis quelques mois est un exemple pertinent. Pendant que l'Égypte refusait aux navires israéliens la permission d'utiliser le canal de Suez, qu'elle envoyait des commandos de la mort sur le sol d'Israël, qu'elle violait le traité de Constantinople, qu'elle expédiait des armes destinées à servir contre les Français en Algérie et qu'elle se préparait à attaquer ses voisins, les Nations Unies étaient impuissantes à intervenir, car, d'après l'interprétation actuelle de la charte, les dispositions de la charte ne prévoient pas une telle intervention. Mais que l'État d'Israël désespéré envoie des troupes dans la péninsule de Sinaï et que les armées anglo-françaises débarquent à Port-Saïd et l'on peut être certain que leur acte sera répudié. Entre-temps, ceux qui demeuraient impassibles en face de la répression brutale de la révolte en Hongrie ne pouvaient trouver de mots assez durs pour les désapprouver. Encore une fois, une justice de cette sorte n'est plus qu'une caricature.

Nous ne voulons pas d'une caricature de la justice pour le Moyen-Orient. Israël a le droit de vivre et d'exister en jouissant d'autant de paix et de sécurité que les autres pays en ont en partage et nous insisterons pour que cela constitue l'un des points cardinaux de la politique du Canada. J'affirme donc que, même si nous n'avons aucune illusion au sujet de la politique de la Russie, nous ne nous illusionnons pas non plus sur la